

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mardi (après-midi) 13 septembre 2016

Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale

56 2016.RRGR.51 Motion 009-2016 Krähenbühl (Unterlangenegg, UDC) Placement des enfants et des adolescents: harmonisation des systèmes de financement Motion ayant valeur de directive

N° de l'intervention: 009-2016
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 18.01.2016
Déposée par: Krähenbühl (Unterlangenegg, UDC)
(porte-parole)
Mühlheim (Berne, pvl)
Schenk-Anderegg (Schüpfen, PBD)
Seiler (Trubschachen, Les Verts)
Urgence: refusée le 21.01.2016
N° d'ACE: 772/2016 du 22 juin 2016
Direction: SAP

Placement des enfants et des adolescents: harmonisation des systèmes de financement

Le Conseil-exécutif est chargé de régler le financement du placement d'enfants et d'adolescents librement consenti par les parents selon les principes suivants :

1. Le financement du placement d'enfants et d'adolescents décidé avec le consentement des parents est ajusté au financement du placement ordonné par l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte (APEA).
2. Les institutions cantonales pour enfants, adolescents et adultes et celles qui sont subventionnées par l'Etat facturent les coûts complets à l'autorité qui ordonne le placement. Ce changement de système a pour effet de supprimer le versement des subventions par avance et sous forme de forfait.
3. La contribution des parents et des personnes assurant l'entretien de l'enfant est réglée de la même manière pour toutes les institutions et classée par revenu et par fortune dans la mesure où l'AI ou les assurances ne couvrent pas tous les coûts.
4. Le changement de système doit avoir été mené à son terme le 1^{er} janvier 2017. Aucune subvention ne sera plus ensuite versée aux institutions pour enfants et adolescents. Ces institutions se financent à partir de cette date en facturant leurs coûts complets aux APEA et aux services sociaux.

Développement :

Le canton de Berne compte quelque 130 institutions pour les mineurs. Les mécanismes de financement des placements ordonnés avec le consentement des parents sont différents d'une institution à l'autre, ce qui rend l'égalité de traitement impossible. Il y a des différences selon que l'institution est subventionnée ou privée. Sont réputés subventionnés les foyers auxquels la SAP verse une subvention sur la base d'un contrat de prestations conformément à la loi sur l'aide sociale. Sont privés les foyers dont les prestations sont financées selon un tarif établi par le service qui a ordonné le placement et les personnes tenues d'assurer l'entretien de l'enfant. Autrement dit, à l'égard d'institutions liées à la SAP par un contrat de prestations, les parents ou les services sociaux doivent les frais de pension de 30 francs par jour, alors que le restant des coûts est compensé directement sur la base de la convention de prestations. Pour tous les autres types d'accueil dans une institution privée placée sous la surveillance de la JCE, les coûts complets sont dus.

L'introduction des autorités de protection de l'enfant et de l'adulte (APEA) a eu pour effet que le placement d'enfants ordonné par l'autorité est considéré séparément du placement ordonné

avec le consentement des parents. Ces deux types de mesures sont séparés également du point de vue de l'organisation.

La Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques a la responsabilité des placements ordonnés par l'autorité depuis 2013, tandis que la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale a gardé la responsabilité des placements ordonnés avec le consentement des parents. Depuis lors, le financement se fait en outre selon des modalités différentes. Alors que l'APEA verse l'équivalent des coûts complets même dans les institutions subventionnées, seuls les frais de pension de 30 francs par jour sont facturés pour le placement ordonné avec le consentement des parents dans un foyer subventionné, alors que le restant des coûts est subventionné de manière forfaitaire.

Après le changement de système, la SAP a perdu la vue d'ensemble aussi bien du nombre des placements que des coûts. Les coûts ont paru littéralement exploser. Par moments, la SAP a compté environ 1300 placements supplémentaires en une année, alors que les foyers n'étaient pas excessivement occupés.

Le brouillard s'est progressivement levé et on a pu voir que durant des années, l'Office des personnes âgées et handicapées, qui est compétent, n'avait pas correctement compté les coûts des foyers subventionnés. Même dans le rapport de gestion, ces coûts n'avaient pas été correctement délimités. Or aujourd'hui, les foyers sont invités à rembourser l'excédent de liquidités qu'ils avaient gardé durant des années.

Malgré cela, le flou règne dans le financement des placements ordonnés avec le consentement des parents. Le passage à un système de financement par sujet, par l'intermédiaire des coûts complets, et la suppression des subventions permettent de faire régner une certaine transparence. Cela vaut également pour les institutions qui n'ont pas jusqu'ici été subventionnées par la SAP. Selon les déclarations de la Direction dans le rapport sur l'ordonnance de Direction sur les prestations circonstanciées, les mécanismes de financement qui restent inégaux seront corrigés le plus rapidement possible, au plus tard pour le début 2017. Il est difficile de comprendre pourquoi la phase de transition doit être aussi longue. Les autorités cantonales connaissent forcément les dépenses des institutions, car sinon, elles n'auraient pu les subventionner.

Réponse du Conseil-exécutif

La présente motion relève de la compétence exclusive du Conseil-exécutif (motion ayant valeur de directive). Le gouvernement dispose ainsi d'une latitude relativement grande en ce qui concerne le degré de réalisation des objectifs fixés, les moyens à mettre en œuvre et les modalités pratiques. Il lui appartient de décider en dernier ressort.

En 2012, le Grand Conseil a adopté la motion 221-2011 Kneubühler (PLR, Nidau) *Simplification des structures des institutions d'aide à la jeunesse*, qui vise notamment à unifier le modèle de financement des établissements résidentiels pour enfants et pour adolescents. En mars 2014, le Conseil-exécutif a lancé pour sa réalisation le projet d'optimisation des aides éducatives complémentaires, placé sous l'égide de la JCE. Une harmonisation des différents systèmes de pilotage, de financement et de surveillance est en cours dans ce cadre. Des bases de calcul uniformes sont ainsi à l'examen pour la contribution parentale. Il convient de prendre en considération l'incidence de cette participation sur la volonté de coopérer et, par conséquent, sur l'efficacité des prestations. D'un point de vue professionnel, les placements décidés d'un commun accord sont à privilégier par rapport à ceux qui sont ordonnés par l'APEA. Il faut donc veiller à ce qu'une unification de la contribution aux frais n'entraîne pas une baisse de la coopération, partant une augmentation des placements imposés par l'autorité. Il y a également lieu de tenir compte du principe de la gratuité de l'école obligatoire ; celui-ci ne serait pas respecté si la participation aux coûts d'hébergement dépassait les frais de pension économisés à domicile pour un enfant devant être placé dans une école spécialisée éloignée. Il s'agit en outre de s'assurer que la hausse de la contribution parentale ne contrevient pas au principe de non-

discrimination lorsque le placement d'un enfant handicapé est inévitable en raison de ses besoins en soins élevés.

Bien que le titre de la motion évoque uniquement les enfants et les adolescents, les auteurs exigent au point 2 que les institutions cantonales pour adultes facturent elles aussi les coûts complets à l'autorité qui ordonne le placement. Si telle est bien la volonté des motionnaires, le Conseil-exécutif souligne que la mise en œuvre du plan stratégique du canton de Berne en faveur de l'intégration des adultes handicapés, approuvé par le Grand Conseil, prévoit le passage au financement par sujet. A l'avenir, les moyens disponibles seront investis de manière aussi ciblée que possible sur la base de l'assistance individuelle nécessitée par les personnes handicapées, définie selon la procédure d'évaluation des besoins particuliers et des prestations. Les institutions factureront leurs prestations directement à leurs pensionnaires.

Les résultats du projet d'optimisation de la JCE feront l'objet d'ici la fin 2016 d'un rapport final à l'intention du Conseil-exécutif, qui contiendra un projet de cadre normatif et formulera des recommandations sur les futures normes législatives. Aussi le gouvernement estime-t-il peu judicieux de régler le financement des placements librement consentis séparément au préalable.

Les motionnaires évoquent par ailleurs l'ordonnance de Direction sur le calcul des prestations circonstanciées (ODPCirc). En raison des différents mécanismes de financement, sa mise en œuvre induit une inégalité de traitement entre les institutions, selon qu'elles bénéficient ou non d'un contrat de prestations avec la SAP, au détriment des établissements privés. Dans le rapport explicatif, le directeur de la SAP annonçait la correction de cette inégalité pour les nouveaux placements décidés d'un commun accord. Les travaux requis ont été lancés, avec la collaboration des acteurs concernés. Il apparaît que le surplus de dépenses occasionné par le passage au système des coûts complets serait insupportable pour les communes bourgeoises, dès lors qu'elles ne participent pas à la compensation des charges de l'aide sociale. Des questions de fond se posent également concernant, d'une part, les tarifs imputables aux parents, d'autre part, la distinction entre les placements pour motifs sociaux ou pour cause de handicap. Ces questions ne peuvent pas être résolues par l'ODPCirc, conçue comme une solution transitoire, mais sont à aborder dans le cadre du projet d'optimisation des aides éducatives complémentaires.

Enfin, le nouveau régime de financement des placements librement consentis exigé par la motion implique tant pour le canton que pour les communes des adaptations budgétaires qui rendent impossible une refonte complète au 1^{er} janvier 2017.

Pour toutes ces raisons, le Conseil-exécutif propose le rejet de la motion.

Proposition du Conseil-exécutif :

Rejet

Le président. Wir fahren mit dem Traktandum 56 weiter, der Motion von Grossrat Krähenbühl, SVP «Einheitliche Finanzierung für alle Formen der Fremdplatzierungen von Kindern und Jugendlichen». Es handelt sich um eine Richtlinienmotion. Wir führen eine reduzierte Debatte. Der Motionär und die Fraktionssprecher haben je zwei Minuten Redezeit zur Verfügung. Der Regierungsrat empfiehlt die Ablehnung.

Samuel Krähenbühl, Unterlangenegg (UDC). Es kommt nicht jeden Tag vor, dass jemand von den Grünen, jemand von der glp, jemand von der BDP und jemand von der SVP eine gemeinsame Motion einreichen. Allein daran sehen wir, dass in diesem Bereich der Heimfinanzierung Handlungsbedarf besteht. Ich wurde im Vorfeld namentlich von den Sprechern der Parteien darauf angesprochen, dass diese Motion extrem kompliziert sei. Dem ist so! Sie ist jedoch kompliziert, weil das System kompliziert ist. Deshalb besteht das Ziel darin, hier etwas zu ändern. Ich drücke es etwas böse aus: Im Bereich der Finanzierung der Kinderheime herrscht im Kanton Bern Wildwuchs, man könnte sogar von einem Chaos sprechen. Ich bin im Rahmen der Begleitgruppe KESB auf dieses Thema gestossen. In diesem Rahmen stellte ich Ende 2014 die bescheidene Frage, wie es

sich mit der Kostenentwicklung bei den Heimplatzierungen nach der Einführung der KESB verhalte. Dies führte zu langen Abklärungen und ziemlichen Verwirrungen. Das Problem ist, dass seit der Einführung der KESB die Finanzierung der von der KESB platzierten Kinder anders ist als die Finanzierung der von der GEF beziehungsweise von den Sozialdiensten freiwillig platzierten Kinder. Dies ist eines der Probleme.

Im April 2015 stellte sich heraus, dass die Kosten für die freiwilligen Fremdplatzierungen seit dem Jahr 2013 um sage und schreibe 23 Mio. Franken oder 54 Prozent angestiegen sind. Es war ja April, deshalb dachte ich, es handle sich um einen Aprilscherz, was jedoch nicht stimmte. Denn die 1300 zusätzlichen Kinder, welche angeblich platziert worden waren, gab es gar nicht! Das Problem bestand darin, dass die GEF die Heime weiterhin auf der Liste führte und diesen die Vollkosten finanzierte. Gleichzeitig nahm die KESB die Subjektfinanzierung vor. – Also, das Lämpchen blinkt bereits. – Ich möchte kurz sagen, weshalb es diese Motion braucht. Erstens gibt es unterschiedliche Ansätze und Systeme, je nachdem, wer platziert. Zweitens – und dies ist ein Hauptpunkt – ist das heutige System gegenüber den privaten Leistungserbringern ungerecht. Gerade Sie hier, sollten zuhören. Private Heime werden strukturell benachteiligt. Ein privates Heim kann günstiger sein. Weil die Kosten jedoch nicht ehrlich ausgewiesen werden, sieht es immer teurer aus. (*Le président demande à l'orateur de conclure.*) Ich komme zum Schluss. Der Regierungsrat hat seinen ablehnenden Entscheid anlässlich seiner letzten Sitzung in alter Zusammensetzung gefasst. Dies ist eine wichtige Information, die Sie auch noch kennen sollten.

Le président. Ich habe noch etwas zu erwähnen vergessen, wobei Sie per E-Mail informiert worden sind. Ziffer 4 wurde zurückgezogen. Herr Grossrat Seiler, sprechen Sie als Mitmotionär? Sie sprechen für die Fraktion. Wir beginnen mit den Fraktionserklärungen.

Michel Seiler, Trubschachen (Les Verts). Dieser Vorstoss will die Kosten der Fremdplatzierung sichtbar machen und diese regeln. Die Platzierungsbehörde soll wissen, wie hoch die Kosten in allen Institutionen sind. Ich bin seit bald 40 Jahren Heimleiter des Berghofs Stärenegg. Wir sind eine nicht-staatliche und nicht subventionierte Einrichtung mit gut 40 Plätzen für Kinder und Jugendliche auf über 30 Bauern und Handwerksbetrieben. Wir stellen den Behörden Vollkostenrechnungen. Ich erlebe wöchentlich Probleme betreffend die intransparente Finanzierung bei der Fremdplatzierung. Zu oft wird ein Kind oder ein Jugendlicher nicht entsprechend der Empfehlung der Abklärungsstelle – wie der Psychiatrie oder die Erziehungsberatung – platziert, sondern dort, wo für die einweisende Behörde vorerst die tiefsten Kosten auf ihrer Rechnung sichtbar werden. Die Platzierungen finden also in den staatlichen und subventionierten Einrichtungen statt. Dort werden die Hauptkosten vom Kanton vorfinanziert. Rechnet man diesbezüglich die Vollkosten, sind diese oft um einige 10 000 Franken teurer. So entsteht eine falsche Nachfrage- und Angebotsspirale und es entstehen Angebote wie beispielsweise jenes in Prêles, welches 35 Mio. Franken Baukosten hervorgebracht hat sowie Tagesvollkosten von 1050 Franken. Dieses Projekt hat sich in der Praxis gar nie bewährt. Dieser Vorstoss will die Vollkosten sichtbar machen und regelt am effizientesten, dass die durch die einweisende Behörde wie Sozialdienst, KESB und Jugendanwaltschaft entstehende Nachfrage mit Angeboten abgedeckt wird, welche gefragt sind. (*Le président demande à l'orateur de conclure.*) Die grüne Fraktion stimmt den Ziffern 1 bis 3 mehrheitlich als Motion zu, wobei fast alle einem Postulat zustimmen würden. Ich danke Ihnen, wenn Sie diesen Vorstoss annehmen!

Le président. Wünschen weitere Fraktionen das Wort? – Das ist der Fall.

Marianne Teuscher-Abts, Roggwil (PLR). Auch wir von der FDP finden, dass in diesem Bereich Handlungsbedarf besteht und die Finanzierung von Fremdplatzierungen transparenter und besser geregelt werden muss. Allerdings wurde im Nachgang zur angenommenen Motion Kneubühler aus dem Jahr 2012 das Projekt Optimierung der ergänzenden Hilfe zur Erziehung im Kanton Bern lanciert. In diesem Projekt geht es um die Vereinheitlichung der verschiedenen Finanzierungs-, Steuerungs- und Aufsichtssysteme der ergänzenden Hilfe zur Erziehung. Die Ergebnisse der laufenden Arbeiten in diesem Projekt werden Ende 2016 zuhänden der Regierung in einem Schlussbericht dargestellt. Die FDP-Fraktion teilt die Einschätzung der Regierung, wonach es wenig sinnvoll ist, diesen laufenden Arbeiten vorzugreifen und die Finanzierung von Fremdplatzierung gesondert regeln zu wollen. Aus diesen Gründen empfiehlt die FDP-Fraktion die vorliegende Motion zur Ablehnung.

Barbara Mühlheim, Berne (pvl). Es scheint ein leichtes Missverständnis zu geben. Deshalb verstehe ich nicht ganz, weshalb die Regierung diese Motion ablehnt. Es ist wirklich nicht im Sinne der Motionäre zu meinen, es handle sich um ein Konkurrenzprodukt zu der von meiner Vorrednerin erwähnten grossen Optimierung der ergänzenden Hilfe. Dieses ist eines der wichtigsten Projekte, um dem grossen Dschungel verschiedener Heime, Bedarfe, Leistungen und Geldern endlich Einhalt zu gebieten. Diese Motion soll hingegen stützen. Sie soll dem, was bereits angelegt ist, mit einem Schwerpunkt vermehrt zum Durchbruch verhelfen. Heute ist es so, dass jede Gemeinde eigentlich blöd ist, beispielsweise bei Michel Seiler 350 Franken im Tag zu bezahlen, wenn sie das Gleiche für 30 Franken haben kann. Dies unabhängig davon, ob es sich um die sinnvollste Heimeinweisung handelt. Leider haben wir die Tarifierung so gestaltet, dass die einen sehr viel besser gestellt sind und wir nicht einmal wissen, welche Leistungen man im Kanton Bern zu welchem Preis erhält. Dies alles wird im Rahmen des jetzt laufenden grossen Projekts eruiert. Ich bin überzeugt, dass wir Ende Jahr eine gute Strategie haben werden. Insofern erachte ich die vorliegende Motion als Stütze für diese Thematik.

Ich erkläre Ihnen noch, weshalb Ziffer 4 zurückgezogen werden musste, weil ich dabei war. Die Bern Burger beziehungsweise alle Burger im Kanton Bern führen meistens eine eigene Sozialhilfestelle, über welche sie ihre Burger selber finanzieren. Diese sind nicht dem Lastenausgleich angeschlossen. Würde der Vollzug aber bereits auf das nächste Jahr hin stattfinden, hätten die Burger ein massives Problem. Aus diesem pragmatischen Grund haben wir Ziffer 4 zurückgezogen und wir bitten Sie, diesen Vorstoss als Motion zu unterstützen. Ich gehe davon aus, dass wenigstens einem Postulat zugestimmt wird, sofern wir die Mehrheit für eine Motion nicht erhalten. Damit soll das Vorhaben im Sinne der Antwort gestützt werden. Ich gehe davon aus, dass hier niemand dagegen sein wird.

Margrit Junker-Burkhard, Lyss (PS). Es kommt mir vor, als würde man jemandem, der bereits rennt, nochmals einen Startschuss hinterher schießen. Die Fraktion SP-JUSO-PSA hat das Anliegen diskutiert, und wir können uns dem Antrag der Regierung anschliessen. Wir werden die Ziffern 1 bis 3 ablehnen. In seiner Antwort kann uns der Regierungsrat glaubhaft machen, dass das Problem erkannt ist und Abhilfe geschaffen wird. Es wird daran gearbeitet. Wir möchten diese Resultate abwarten. Eigentlich kann ich mich dem Votum der FDP-Kollegin anschliessen. Sollte die Motion in ein Postulat umgewandelt werden, werden wir diesem nur zustimmen, wenn gleichzeitig die Abschreibung erfolgt. Das Anliegen wird bearbeitet; die Überprüfung läuft.

Le président. Habe ich Sie richtig verstanden? Sie beantragen die Abschreibung nur bei einem Postulat? – Das ist der Fall und so zur Kenntnis genommen.

Anita Herren-Brauen, Rosshäusern (PBD). Wir haben es vorhin gehört: Die entsprechende Motion für das Projekt «Optimierung ergänzende Hilfe zur Erziehung im Kanton Bern» wurde im Jahr 2012 überwiesen. Somit ist eine Vereinheitlichung, eine Optimierung seit zwei Jahren in Erarbeitung. Die BDP will zuerst sehen, was dieses Projekt bringt. Warten wir bis Ende 2016 ab und schrauben erst danach wieder am Konstrukt. Ein Postulat könnten einige von uns unterstützen. So würden wir sehen, was wir haben und was wir noch brauchen. Eine Vereinheitlichung darf für Eltern nicht zur Flucht aus der Verantwortung führen. Es soll eine Vereinheitlichung sein, welche möglich, sinnvoll und umsetzbar ist. Die grossen Unterschiede unter gleichen Angeboten sind auch für uns seitens der BDP befremdend. Gleiche Leistung fürs gleiche Geld! Wir wollen keine Fehlanreize. Unser Ziel kann nur Transparenz sein. Für die BDP ist eine Motion jedoch zu absolut. Die Fragen und Unklarheiten, auf welche der Regierungsrat hinweist, bestärken uns: Wir wollen keine Schnellschüsse. Erteilen wir dem Regierungsrat den Auftrag, eine Lösung zu suchen und auszuarbeiten. Die Forderungen des Motionärs müssen geprüft und wo möglich eingearbeitet werden. Ich fasse zusammen: Die BDP lehnt die Motion ab; ein Teil von ihr würde ein Postulat unterstützen.

Melanie Beutler-Hohenberger, Gwatt (PEV). In diesem Vorstoss geht es unseres Erachtens sowohl um Transparenz für Institutionen, welche fremdplatzierte Kinder und Jugendliche aufnehmen, als auch um Transparenz für Einweiser und betroffene Eltern sowie für den Kanton. Wer weiss, wie viel Geld eine Unterbringung in einer spezialisierten Institution pro Tag kostet und dies mit Zahlen und Fakten gegen aussen begründen kann, schafft eben eine faire Ausgangslage, um Äpfel mit Äpfeln zu vergleichen. Es ist störend, dass unterschiedliche Finanzierungsmodelle und

dementsprechend unterschiedliche Kosten für Eltern und/oder Einweiser zu einer suboptimalen Unterbringung von betroffenen Kindern und Jugendlichen geführt haben. Uns scheint, dass diese historisch gewachsenen Kosten und dazugehörigen Finanzierungsmodelle in diesem Bereich ihr Ende erreicht haben. Deshalb haben wir als EVP ebenfalls der bereits angesprochenen Motion im Jahr 2012 zugestimmt. Wir verfolgen denn auch mit grossem Interesse, wie die Umsetzung des Projekts Optimierung der ergänzenden Hilfen im Kanton Bern (OeHE) erfolgt und erwarten natürlich mit Spannung den Schlussbericht per Ende 2016 mit den Ergebnissen dieser Vereinheitlichung. Wir verstehen diesen Bericht als Auslegeordnung und diesen Vorstoss eigentlich als eine Art Richtungsweisung, dahingehend, wie wir uns die Umsetzung respektive Neuausrichtung vorstellen. Uns scheinen die Ziffern 1 bis 3 zentral und eine Mehrheit der EVP unterstützt diese Forderungen als Motion; eine noch grössere Mehrheit unterstützt sie als Postulat.

Nichtsdestotrotz möchte ich es nicht unterlassen, noch auf die potenziellen Stolpersteine hinzuweisen: Die Kooperationsbereitschaft der Eltern wurde angesprochen. Dieser muss Sorge getragen und die Ungleichbehandlung resultierend aus der Direktionsverordnung über die Bemessung der situationsbedingten Leistungen (SILDV) dringend korrigiert werden.

Ueli Augstburger, Gerzensee (UDC). Die SVP hat sich am Anfang auch gefragt, ob es diese Motion noch braucht. Die vom Grossen Rat im Jahr 2012 angenommene Motion Kneubühler hat die Weichen für eine Vereinheitlichung der Fremdplatzierungen von Jugendlichen und Kindern bereits gestellt. Der Regierungsrat weist in seiner Antwort denn auch darauf hin, dass die entsprechenden Arbeiten im Gang sind und der Bericht zur Optimierung der ergänzenden Hilfe zur Erziehung im Kanton Bern bis Ende 2016 vorliege. Die SVP ist aber – wie auch die Motionärinnen und Motionäre – klar zum Schluss gekommen, dass eine erneute Forderung nach einer übersichtlicheren und gerechteren Finanzierung von Fremdplatzierungen von Kindern und Jugendlichen erforderlich ist. Gerade die scharfen Vorwürfe in der Begründung der Motionäre und Motionärinnen, wonach die GEF nach der Einführung der KESB zwischenzeitlich den Überblick über ihren Teil der Finanzierung verloren habe, konnte mit der Vorstossantwort der Regierung nicht ganz entkräftet werden.

Nachdem die Motionärinnen und Motionäre Ziffer 4 wegen der eher unrealistischen Umsetzung per 01. 01. 2017 zurückgezogen haben, sieht die SVP keinen Grund, diesen Vorstoss abzulehnen. Es führen vor allem die in der Antwort der Regierung zu entnehmenden Gründe zur Ablehnung. Wenn es ihr mit der Vereinheitlichung der Finanzierung von Fremdplatzierungen von Jugendlichen und Kindern ernst ist, müsste die Regierung die Ziffern 1 bis 3 des Vorstosses annehmen. Ich mache es kurz und fasse abschliessend zusammen: Die SVP stimmt diesem Vorstoss in den noch zur Diskussion stehenden Punkten sowohl als Motion als auch als Postulat einstimmig zu.

Daniel Beutler, Gwatt (UDF). Begreift man einen Vorstoss nach dreimaligem Durchlesen immer noch nicht, nimmt man manchmal die Antwort des Regierungsrats zu Hilfe, in der Hoffnung, diese bringe Licht in die Angelegenheit. Wir von der EDU sind ohnehin relativ obrigkeitstgläubig; dies haben Sie während der letzten zwei Tage bemerkt. Die vorliegende Antwort des Regierungsrats bringt erstens keine Klarheit, zweitens beantwortet sie wesentliche Fragen nicht, drittens wirkt sie ausweichend und verdunkelnd. Die EDU-Fraktion ist überzeugt, dass der vorliegende Vorstoss Klarheit bringt und deshalb unterstützen wir diesen als Motion.

Le président. Wir haben alle Fraktionen gehört.

Pierre Alain Schnegg, directeur de la santé publique et de la prévoyance sociale. Comme le mentionne le Conseil-exécutif, une harmonisation des différents systèmes de pilotage, de financement et de surveillance est en cours dans le cadre du projet d'optimisation des aides éducatives, auf deutsch OeHE. La problématique est donc bel et bien reconnue et en cours de traitement. Le rapport final concernant ce projet sera prochainement soumis au Conseil-exécutif avec des recommandations. Des bases de calcul uniformes sont ainsi à l'examen pour la contribution parentale, ce qui va également tout à fait dans la direction que demande cette motion. Il convient toutefois de prendre en considération différents éléments, comme par exemple de continuer de donner une priorité aux placements décidés d'un commun accord par rapport à ceux qui sont ordonnés par l'APEA. Il est donc important de veiller à ce qu'une unification de la contribution aux frais n'entraîne pas une baisse de la coopération, de prendre en considération le principe de la gratuité de l'école obligatoire, de tenir compte du principe de non-discrimination des personnes en situation de handicap et de bien distinguer entre les placements pour des motifs

sociaux ou pour cause de handicap. J'ajouterai encore qu'en ce qui concerne les adultes handicapés, la mise en œuvre du plan stratégique du canton de Berne prévoit le passage au financement par sujet. À l'avenir, les institutions factureront leurs prestations directement à leurs pensionnaires sur la base de l'assistance individuelle nécessaire selon la procédure d'évaluation des besoins particuliers des prestations. Evolution qui va, elle, également tout à fait dans la même direction que ce que demande cette motion.

Une refonte complète pour le 1^{er} janvier 2017, vous l'aurez compris, est impossible, raison pour laquelle je suis très satisfait que le point 4 ait été retiré. En effet, le nouveau régime exigé par la motion implique des adaptations budgétaires tant pour le canton que pour les communes. Il faut également noter que le surplus de dépenses occasionné par le passage au système des coûts complets pourrait être insupportable pour les communes bourgeoises qui ne participent pas à la compensation des charges de l'aide sociale. Ce point devra être pris en considération dans les réflexions qui seront menées. Le Conseil-exécutif n'estime donc pas judicieux d'introduire une solution transitoire. Un changement de système doit se fonder sur les résultats du projet d'optimisation des aides éducatives complémentaires. Ce projet, comme je l'ai déjà mentionné, est en cours et implique plusieurs directions. Vous l'aurez compris, une harmonisation est nécessaire et désirée, il s'agit de la mettre en œuvre d'une manière judicieuse, en apportant les bonnes réponses aux points mentionnés précédemment. Ce sont les raisons pour lesquelles le gouvernement vous invite à rejeter cette motion.

Le président. Der Motionär wandelt die Motion in ein Postulat um und darf sich nochmals äussern, wenn auch nur für zwei Minuten.

Samuel Krähenbühl, Unterlangenegg (UDC). Ich mache hier keine Schleichwerbung für die Alpkäsemeisterschaft von Sonntag, diese will ich Regierungsrat Schnegg noch vorbei bringen; vielleicht hat er Zeit, dabei zu sein. Es ist so: Wenn ich Regierungsrat Schnegg gut zugehört habe, spüre ich trotz ablehnender Haltung der Regierung eine grosse Bereitschaft für eine Harmonisierung. Insofern bin ich zuversichtlich und setze das Vertrauen in die Regierung, dass sie diesen Weg gehen wird. Deshalb sehen meine Mitmotionäre und ich kein Problem mit der Umwandlung in ein Postulat. Allerdings würden wir den Vorstoss lieber als Motion durchbringen. Weil die Zeit fortgeschritten ist, will ich nicht länger werden, und bitte Sie das Postulat anzunehmen.

Le président. Die Situation präsentiert sich wie folgt: Der Vorstoss ist in ein Postulat umgewandelt worden. Weil es sich nun um ein Postulat handelt, liegt ein Antrag auf Abschreibung seitens der SP-JUSO-PSA-Fraktion vor. Ich habe nicht gehört, dass man zifferweise abstimmen möchte. Sind Sie einverstanden, gesamthaft abzustimmen? – Das ist der Fall. Wie erwähnt, stimmen wir zuerst über die Ziffern 1 bis 3 des Postulats ab. Wer die Ziffern 1 bis 3 des Postulats annehmen möchte, stimmt ja, wer dies ablehnt, stimmt nein.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption des ch. 1 à 3 sous forme de postulat

Oui	108
Non	23
Abstentions	1

Le président. Sie haben das Postulat angenommen. Nun kommen wir zum Antrag auf Abschreibung. Wer dieses Postulat abschreiben will, stimmt ja, wer die Abschreibung ablehnt, stimmt nein.

Vote (classement des ch. 1 à 3)

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui	33
Non	98

Abstentions 0

Le président. Sie sind nicht mit der Abschreibung einverstanden und haben diese abgelehnt. Damit haben wir Traktandum 56 abgeschlossen.